

Cabinettards à recaser : **MODE D'EMPLOI**

 234 cabinettards PS devront quitter leur poste, probablement avant la fin du mois

CABINETTARDS : CE À QUOI ILS ONT DROIT

TITRE	SALAIRE	INDEMNITÉ DE CABINET	
Collaborateur	SALAIRE DE FONCTIONNAIRE COMPLET	+ 325 à 605 € par mois	
Attaché et conseiller de cabinet (niveau A ou 1)		+ 465 à 884 € par mois	
Chef de cabinet		+ 1.163 € par mois	
36 JOURS DE CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE : Un jour ouvrable accordé par mois presté au cabinet, en plus des congés annuels, lorsqu'ils quittent le cabinet ministériel avant de retourner dans l'administration			

MEMBRES DE CABINETS ISSUS DU SECTEUR PRIVÉ

DURÉE	INDEMNITÉ	INDEMNITÉ DE CABINET	
18 à 24 mois	4 mois d'indemnité *	Aucune	
Plus de 2 ans d'ancienneté	5 mois d'indemnité	Aucune	
* Une indemnité est versée pour que la personne conserve son revenu de membre de cabinet durant les mois qui suivent son départ.			

► Directeurs de cabinet, porte-parole, chauffeurs, huissiers, conseillers, secrétaires de cabinet, attachés, collaborateurs et autres experts : 1.101 équivalents temps plein peuplent les cabinets de Wallonie, Bruxelles et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, au service de leur ministre. Ils sont près de 2.000 pour l'ensemble du pays. Mais Benoît Lutgen est passé par là et leur mission risque fort de s'achever en eau de boudin. C'est presque acté pour les 234 cabinettards des 5 ministres socialistes wallons, en passe d'être renvoyés dans l'opposition. Leurs paquets sont déjà faits. Ils n'attendent plus que la date de leur départ. Le scénario n'est pas aussi clair pour les 118 membres de cabinets socialistes bruxellois, ni pour les 189 de la Fédération. **Voire de ceux des minis-**

tres CDH, dont l'avenir n'est pas assuré, lui non plus. Nous nous sommes penchés sur la situation de ces personnes qui constituent l'équipe d'un ministre.

Selon le Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative), plus de la moitié des cabinettards sont des fonctionnaires détachés par l'administration wallonne, dont par exemple, une vingtaine est issue de la DG05 (action sociale et de la santé). Durant leur passage dans les cabinets, l'administration (Région wallonne, Fédération Wallonie-Bruxelles et Cocof), continue de leur verser un salaire complet...

ENGAGER DES fonctionnaires dans les cabinets se révèle donc particulièrement intéressant au niveau budgétaire ! En effet, le ministre se contente de leur verser une indemnité supplémentaire spécifique à leur travail dans le cabinet.

Toujours selon le Gerfa, un simple collaborateur perçoit ainsi une prime de 325 à

605 euros par mois, en plus de leur salaire de fonctionnaire. Ce montant dépend de la décision du ministre et du chef de cabinet, qui peuvent moduler l'indemnité.

Pour un agent de niveau A ou 1, elle varie entre 465 et 884 euros par mois. Enfin, un chef de cabinet détaché par l'administration perçoit une indemnité de 1.163 euros par mois.

"La réintégration de ces agents dans l'administration implique directement la perte de cette indemnité, analyse Michel Legrand, président du Gerfa. Cette perte peut avoisiner 10 à 20 % du salaire."

UNE FOIS leur mission dans le cabinet terminée, les membres détachés par l'administration bénéficient de jours de congé supplémentaires. De manière imagée, il s'agit d'une période de "décontamination" ou de quarantaine entre le départ du cabinet et le retour dans l'administra-

tion. Reste qu'ils sont accordés en plus des jours de congé légaux et constituent bien un avantage en nature. Pour les personnes présentes depuis le début de la législature (2014), ce congé se chiffre déjà à 36 jours ouvrables ! Il aurait été de 48 jours si le gouvernement

avait été au bout de la législature. Au terme de ce délai, les fonctionnaires détachés retrouvent le poste qu'ils occupaient avant d'entrer au service du ministre.

Leur situation n'est pas simple pour autant. *"On travaille sur des projets depuis 3 ans, et du jour au lendemain, tout part à la poule. C'est très compliqué à assimiler, et à accepter,* constate un membre du cabinet d'un ministre socialiste. *Heureusement pour moi, je pourrai retrouver mon poste dans l'administration. Mais ce ne sera pas simple de se remettre dans ce boulot après ces années au cabinet."*

Car le passage d'une fonction valorisée au sein d'un cabinet vers un poste moins exposé dans l'administration, avec une méthode de travail différente, peut s'avérer compliqué.

Adrien de Marneffe

"UN RETOUR dans la douleur"

▣ Le président du Gerfa craint que l'administration soit traversée par des conflits

► Michel Legrand, président du Gerfa, a dénoncé à plusieurs reprises les dérives occasionnées par des cabinets ministériels trop plantureux, vecteurs d'une politisation à outrance de l'administration. Il voit d'un œil inquiet le retour massif de cabinetards dans l'administration, qui aura lieu si le CDH et le MR éjectent le PS de la majorité en Wallonie, voire à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. *"Le volume de personnes à réintégrer dans l'administration wallonne avoisine les 250 unités",* assure le président du Gerfa. *"Cette réintégration risque de se faire dans la douleur. Car la grande majorité de ces agents reviennent dans l'administration dans le même grade. En général, ils préparent leur atterrissage. Car paradoxalement, avoir fait partie d'un cabinet, pour un fonctionnaire, c'est quelque chose qu'on peut aisément valoriser. Mais au vu de la situation actuelle, ils n'ont pas eu le temps de préparer leur retour ou de bénéficier d'une promotion, comme c'est le cas lorsqu'un gouvernement est remplacé au terme d'élections. Les procédures de promotions durent des mois."*

Des problèmes pratiques sont également à craindre. *"Le retour d'un tel volume de personnes va créer beaucoup de dysfonctionnements et de conflits avec les agents*

restés sur place, qui ont continué de faire marcher les services."

LE GERFA dénonce également le coût sous-estimé des cabinets, le salaire des fonctionnaires détachés (hors indemnité de cabinet) étant payé par l'administration. Il parle ainsi de *"coût caché des cabinets"*. *"Pour un cabinet qui coûte officiellement 3 millions d'euros par an, on est en réalité plus près du double, soit à 6 millions d'euros!",* reprend Michel Legrand. *"On touche de nouveau du doigt cette maladie francophone avec son volume de cabinets disproportionné. La maladie est aiguë au moment de la constitution des cabinets qui prélève des centaines d'agents dans les services. Elle continue pendant toute la durée en privant l'administration de ressources importantes. Et elle se termine en rejetant les centaines d'agents dans l'administration avec les problèmes qu'on peut facilement imaginer."* Car tout fonctionnaire plongé dans un cabinet en ressort étiqueté politiquement.

Pour le MR, en cas de nouvelle majorité, un défi se posera : convaincre des fonctionnaires compétents de rejoindre leur équipe ministérielle. Pas simple, s'agissant d'une mission d'à peine un an...

AdM

“La solidarité qui s’organise ENTRE CAMARADES”

▣ Comment s’organise le “recasage” de l’équipe des ministres socialistes

► Plusieurs offres d’emplois taillées sur mesure pour des membres de cabinets fleurissent dans divers OIP et autres structures parapubliques en cette période estivale, d’ordinaire peu propice au recrutement. Une manière de recaser (plus ou moins) discrètement des cabinettards? La pratique n’est pas assumée officiellement. “Au PS, on ne laisse pas tomber nos collaborateurs. C’est normal: on parle de gens dont la plupart n’ont pas compté leurs heures durant des années. On tente toujours de leur trouver une solution. Tout le monde est sur le pont. D’ailleurs, les Ecolo avaient fait pareil après leur dernière défaite électorale”, confie une source bien informée au sein du PS wallon.

Un ancien ponton socialiste du gouvernement wallon, bien connu, abonde. Il a accepté de nous détailler la manière dont se déroule cette période de re-

casage intensif: “La proportion de fonctionnaires détachés par l’administration dans les cabinets est d’au moins 60%. Une partie retournera à son ancien poste, en attendant éventuellement une nouvelle affectation au sortir des prochaines élections. Pour les autres, cela fonctionne grâce à la solidarité qui s’organise entre camarades socialistes.”

AU NIVEAU DES poids lourds du PS, des sources nous glissent ainsi qu’Anne Poutrain, éminente historique du PS, actuellement chef de cabinet de Paul Magnette, pourrait (provisoirement?) retrouver son poste de directrice adjointe au CRAC. Quant à Eric Van Sevenant, directeur de cabinet de Jean-Claude Marcourt, il pourrait se replier vers son poste de directeur général de la SWDE, accompagné d’autres membres de son équipe.

“On est en train de recaser des

personnes au Forem. D’autres sont redirigées vers les cabinets d’échevins, par exemple de grandes villes. Car il y a là une facilité à recruter des personnes extérieures. Les hauts dirigeants du PS se signalent d’eux-mêmes en disant par exemple: ‘Moi, j’ai trois places de libres’, ou ‘là, il y a un examen à passer pour un poste’. C’est possible car le parti socialiste a la mainmise sur la plupart des OIP. Ils sont actuellement mis à forte contribution”, reprend cet historique du PS. “Au final, ceux qui se retrouvent sans rien représentent une part marginale: peut-être 5 à 10%. En ce moment, le gros du boulot des directeurs de cabinet, c’est vraiment de recaser tout le monde. Ils regardent les situations dossier par dossier pour trouver des solutions. Tout cela n’est pas neuf. Mais d’habitude, cela se passe après chaque élection, et non un an avant.”

AdM